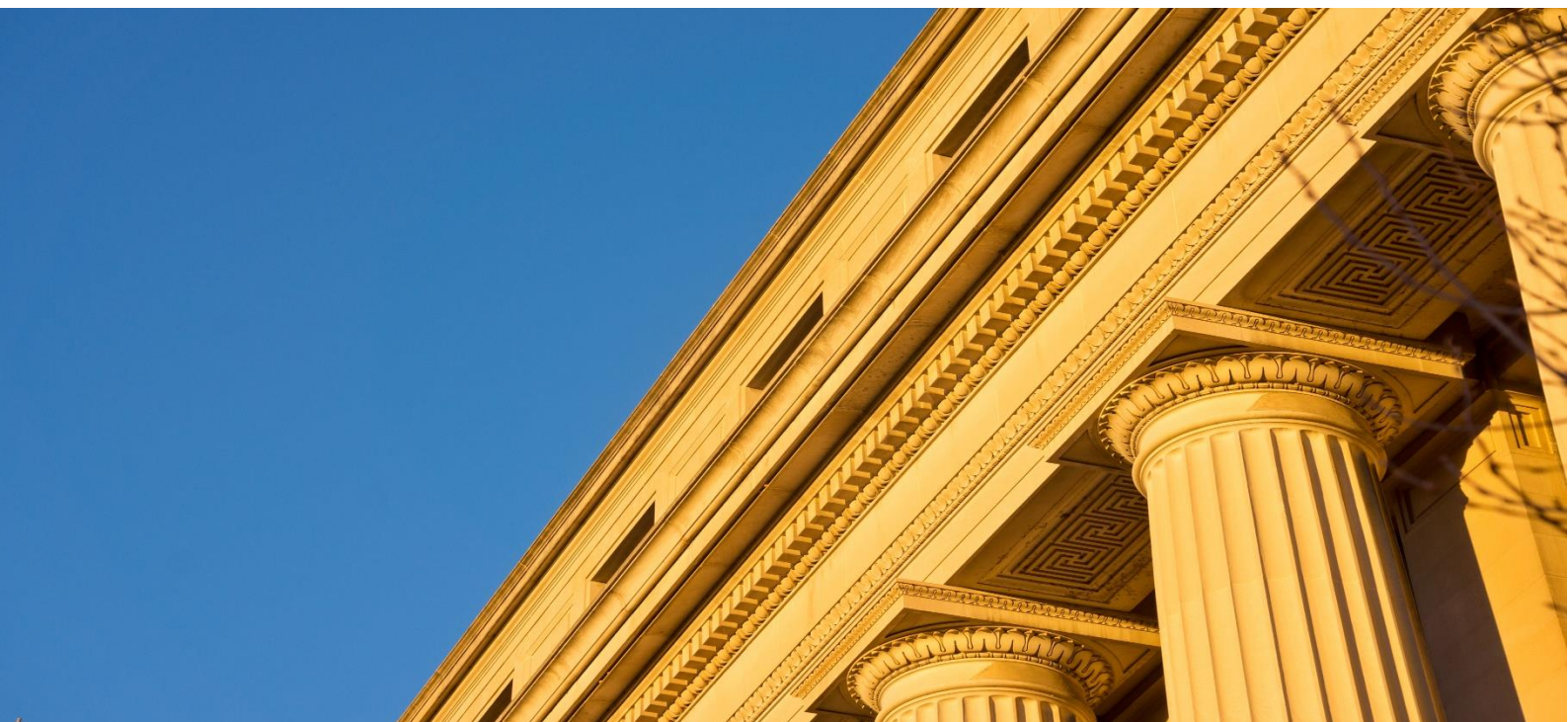




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



VEILLE JURIDIQUE

02-2024

JURISPRUDENCE :

- ❖ [Cass.3eme Civ. 18 janvier 2024 n°22-20.995](#) : contrat de sous-traitance - Vu l'article 1147 du code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, et l'article 1er de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 : Selon le second de ces textes, l'entrepreneur qui confie à un autre l'exécution de tout ou partie du contrat d'entreprise le fait sous sa responsabilité. Aux termes du premier, le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part. Il en résulte que, si l'entrepreneur est responsable, à l'égard du maître de l'ouvrage, des manquements de son sous-traitant commis dans l'exécution des prestations sous-traitées, sans qu'il soit besoin de démontrer sa propre faute, il n'a pas à répondre, sauf stipulation contraire, des manquements de ce sous-traitant à l'égard de ses propres sous-traitants.
 - ❖ [CJUE 18 janvier 2024 aff. C-451/22 RTL Nederland et RTL Nieuws](#) : Vol Malaysia Airlines MH17 - la confidentialité des informations relatives aux incidents et accidents aériens constitue un élément central du système de supervision et de contrôle institué par le législateur de l'Union dans le but d'améliorer la sécurité aérienne, qui repose sur le recueil, le partage entre autorités publiques et l'analyse de ces informations.
 - ❖ [CJUE, n° C-456/22, Arrêt de la Cour, VX et AT contre Gemeinde Ummendorf, 14 décembre 2023](#) :
L'article 82, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 (RGPD), relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, permet la réparation d'un préjudice moral consécutif à une violation de données personnelles mais doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation nationale ou à une pratique nationale qui fixe un « seuil de minimis » afin de caractériser un dommage moral causé par une violation de ce règlement. La personne concernée est tenue de démontrer que les conséquences de cette violation qu'elle prétend avoir subies sont constitutives d'un préjudice qui se différencie de la simple violation des dispositions dudit règlement.
- [Voir aussi CJUE, n° C-340/21, Arrêt de la Cour, VB contre Natsionalna agentsia za prihodite, 14 décembre 2023](#) :
- L'article 82, paragraphe 1, du règlement 2016/679 doit être interprété en ce sens que la crainte d'un potentiel usage abusif de ses données à caractère personnel par des tiers qu'une personne concernée éprouve à la suite d'une violation de ce règlement est susceptible, à elle seule, de constituer un « dommage moral », au sens de cette disposition. Dans le cadre d'une action en réparation fondée sur l'article 82 du RGPD, le responsable du traitement en cause supporte la charge de prouver le caractère approprié des mesures de sécurité qu'il a mises en œuvre au titre de l'article 32 du RGPD.

Le responsable du traitement ne saurait être exonéré de son obligation de réparer le dommage subi par une personne, au titre de l'article 82 du RGPD, du seul fait que ce dommage résulte d'une divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou d'un accès non autorisé à de telles données par des « tiers », au sens de l'article 4 point 10 du RGPD, ledit responsable devant alors prouver que le fait qui a provoqué le dommage concerné ne lui est nullement imputable.

Le RGPD et le principe d'effectivité du droit de l'Union doivent être interprétés en ce sens qu'afin d'apprécier le caractère approprié des mesures de sécurité que le responsable du traitement a mises en œuvre au titre de cet article, une expertise judiciaire ne saurait constituer un moyen de preuve systématiquement nécessaire et suffisant.

- ❖ [Cass. Civ 2eme du 21 décembre 2023 n° 21-20.286](#) : Selon l'article R. 421-5 du code des assurances, dans sa rédaction antérieure au décret n° 2018-229 du 30 mars 2018, l'assureur qui entend invoquer la nullité du contrat d'assurance, sa suspension ou la suspension de la garantie, une non assurance ou une assurance partielle opposables à la victime ou à ses ayants droit, doit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le déclarer au Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages et en aviser en même temps et dans les mêmes formes la victime ou ses ayants droit. Ni cet article ni aucun autre texte n'interdisent que ces lettres soient adressées par le mandataire de l'assureur.

CONFORMITE :

- ❖ [Règlement délégué \(UE\) 2024/163 de la Commission](#) du 12 décembre 2023 modifiant le règlement délégué (UE) 2016/1675 : retrait des Îles Caïmans et de la Jordanie de la liste des pays tiers à haut risque. En revanche le Sénégal demeure dans la liste.
- ❖ [Modification par l'ACPR du questionnaire annuel LCB-FT pour les professionnels assujettis. \(Instruction n°2022-I-18 entrée en vigueur le 01/01/2024\)](#)

- ✓ L'article 3 précise que les organismes d'assurance remettent les tableaux BLANCHIMT de l'annexe II à l'Instruction s'ils fournissent exclusivement des produits ou services répondant à l'une des conditions suivantes :

1° Ces produits ou services relèvent des dispositions de l'article R. 561-16 du CMF (relevant des obligations de vigilance en cas de faible risque de BC-FT -Articles R561-15 à R561-17)

2° Ils ne présentent pas de valeur de rachat ;

3° Ils constituent des plans d'épargne retraite définis au chapitre IV du titre II du livre II du CMF.

Les dispositions s'appliquent aussi aux organismes d'assurance qui fournissent d'autres produits et service à condition que ces derniers représentent moins de 1 million d'euros de primes annuelles et moins de 10 millions de provisions techniques.

L'article 9 rappelle que les entités d'assureurs dont la maison mère est domiciliée dans une Etat de l'UE ou de l'EEE doivent remplir leur rapport d'activité (bilan, effectifs organisation et activité d'une succursale...) sous forme électronique sur le portail ONEGATE, au plus tard le 31 mai de chaque année.

- ❖ **CJIP et Agence Française Anti corruption** : validation en décembre 2023 de sept conventions judiciaires d'intérêt public dont trois en matière environnementale. (ref. [Conventions judiciaires d'intérêt public | Ministère de la justice.](#))
- ❖ **RSE et devoir de vigilance** - Cour d'Appel de Paris : Création d'une Chambre 5-12 dédiée aux contentieux transversaux impliquant des questions environnementales, prévue pour juger en appel les litiges liés au devoir de vigilance selon les articles L 225-102 – 4 et 5 du Code commerce ainsi qu'à la publication d'informations sur la durabilité des entreprises conformément à la directive européenne « CSDD. »
- ❖ **ACPR Enquête 2023 sur l'externalisation des activités critiques ou importantes** :
L'ACPR constate l'augmentation des prestations d'externalisation de services par les acteurs de l'assurance. Cela concerne notamment la gestion de sinistres et des contrats mais également la conformité.
Pour rappel la rédaction d'une politique écrite relative à l'externalisation est mentionnée à l'article L.354-1 du code des assurances.
L'externalisation des prestations de services à un avocat en sa qualité d'expert et de profession réglementée facilite le processus de contrôle interne du prestataire, préserve la confidentialité des données et permet de s'assurer que les prestations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.
- ❖ **CJUE Fiche de synthèse sur la protection du consommateur et la gestion des clauses abusives dans les contrats** :
L'article 169 TFUE prévoit qu'afin de promouvoir les intérêts des consommateurs et d'assurer un niveau élevé de protection de ceux-ci, l'Union contribue à la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs ainsi qu'à la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts. L'article 38 de la Charte dispose quant à lui qu'un niveau élevé de protection des consommateurs est assuré dans les politiques de l'Union.
La protection des consommateurs fait partie des axes de priorité de l'ACPR.

TEXTES :

- ❖ **CSRD** : Publication au JO le 22 décembre 2023 du Règlement délégué (UE) 2023/2772 de la Commission du 31 juillet 2023 complétant la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes d'information en matière de durabilité. Les entreprises devront appliquer les nouvelles règles pour la première fois au cours de l'exercice 2024, pour les rapports publiés en 2025. Ces règles de déclaration s'appliquent aux grandes entreprises d'intérêt public comptant plus de 500 employés notamment les compagnies d'assurance.
- ❖ **Produits défectueux** : entrée en vigueur du Règlement (UE) 2023/988 du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits modifiant le règlement (UE) n°1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil (Texte présentant de l'intérêt pour

l'EEE). Ce Règlement directement applicable dans les Etats membres crée le concept d'opérateur économique défini au sens large comme « *le fabricant, le mandataire, l'importateur, le distributeur, le prestataire de services d'exécution des commandes ou toute autre personne physique ou morale soumise à des obligations liées à la fabrication de produits ou à leur mise à disposition sur le marché conformément au présent règlement* ». Les opérateurs économiques peuvent être européens ou non.

CONFERENCES WEBINAR



SAVE THE DATE - 19 Mars 2024 10h30 – Le cabinet FB CONSEIL interviendra dans le cadre d'un Webinar interactif consacré « *aux fondamentaux du droit des assurances dans l'activité du tourisme* » en collaboration avec le cabinet MARSH et le cabinet AEDONIA.

Le cabinet FB CONSEIL dispense des formations Compliance intra-entreprises et au sein d'organismes certifiés QUALIOPI. CONTACTEZ-NOUS !

